

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 SEPTEMBRE 2020

### Délibération n° 2020-139- DC

Date d'affichage :

**Le 17 septembre 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 62  
Excusé(s) : 17  
Dont représenté(s) : 11  
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 73  
-----

Secrétaires de séance :

*Madame Isabelle DEVAUX, 3ème  
vice-Présidente et conseillère  
communautaire de la commune de  
Gennes-Val-de-Loire, et Monsieur  
Michel DELPHIN, conseiller  
communautaire de la Commune  
de Doué-en-Anjou*

Le dix septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par des expositions du Breil - avenue du Breil à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le trois septembre deux mille vingt.

#### **Présents : (62)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Dominique GACHET, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

#### **Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

Eric TOURON par Sonia CHAMBRY

#### **Excusés : (17)**

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Astrid LELIEVRE, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Colette GAGNEUX, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU

#### **Dont excusés ayant donné pouvoir : (11)**

Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Yves BOUCHER, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Nathalie LIEBAULT à Bruno PROD'HOMME, Nathalie MORON à Anatole MICHEAUD, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

#### **Absents : (2)**

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT

### **CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT (CPA) PASSÉE AVEC ALTER CITÉS - PARC D'ACTIVITÉS COMMERCIALES DE LA PETITE CHAMPAGNE À DOUÉ-EN-ANJOU - COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019 (CRAC)**

La Convention Publique d'Aménagement (CPA) relative à la ZA de la Petite Champagne de Doué-en-Anjou a été concédée par la Communauté de Communes de la Région de Doué-la-Fontaine (devenue Commune Nouvelle de Doué-en-Anjou le 30 décembre 2016) à ALTER Cités.

Au titre de la loi NOTRe, les EPCI sont seuls compétents en matière de zone d'activités économiques. Cela signifie que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, se substitue à compter du 1er janvier 2017, aux communes, pour les conventions publiques d'aménagement relatives aux zones d'activités économiques.

Conformément à l'article 17 de cette Convention Publique d'Aménagement, ALTER Cités doit présenter chaque année un bilan financier prévisionnel remis à jour.

Il appartient donc à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, d'approuver le bilan prévisionnel financier actualisé au 31 décembre 2019 de la convention publique d'aménagement concernant la ZA de la Petite Champagne

Le bilan prévisionnel financier arrêté au 31 décembre 2019 s'établit à 2 037 000 € HT, montant identique au précédent bilan approuvé.

Il est précisé que le montant de la participation de la Collectivité est de 0 €.

**Aussi,**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, l'article L 5216-5 ;

**Vu** la Convention Publique d'Aménagement approuvée le 24 mai 2002 et de l'avenant n° 1 approuvé le 1er juillet 2015 ;

**Vu** le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2019 établi par ALTER Cités ;

**Vu** le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (C.R.A.C.) présenté ALTER Cités ;

**Vu** le rapport soumis aux Conseillers Communautaires,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2019, concernant l'opération Parc d'Activités Commerciales de la Petite Champagne à Doué-en-Anjou, portant les dépenses et les recettes de l'opération inchangées à hauteur de 2 037 000 € HT.

- **D'APPROUVER** le tableau de cessions de l'année 2019 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer le Compte-Rendu d'Activités à la Collectivité (CRAC) arrêté au 31 décembre 2019.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 73 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extraît Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Mairie de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.4 Interventions économiques	7.4.4 Autres
-------------------	----------------------	-------------------------------	--------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »